

Intitulé de l'épreuve : Gestion des entreprises

Nombre de copies : _____

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

de représentation permanente de
la France auprès de l'Union européenne
de Conseiller Entreprises et Coopération

NOTE
à l'attention de
l'Ambassadeur

Bruxelles, le 22 septembre 2023

A/s: Rencontre entreprises françaises - conséquences chocs à répétition
suivies d'éléments de langage

Tandis que les mesures prises par le Gouvernement pour soutenir les entreprises françaises face aux perturbations économiques liées à la pandémie de Covid-19 se montraient efficaces, la guerre en Ukraine a de nouveau mis en difficulté les entreprises françaises. L'augmentation des prix de l'énergie, conjuguée au tassement de la demande porte atteinte à la croissance des entreprises, contraignant certaines à la liquidation, ainsi qu'à l'attractivité de la France.

Dans la perspective de notre rencontre avec des entreprises françaises, cette note a pour objectif:

→) de présenter les conséquences économiques des chocs

N°
.. / ..

à répétition et leurs effets sur les performances économiques des entreprises françaises;

2) détailler les mesures auxquelles elles peuvent recourir pour y faire face;

3) fournir un argumentaire visant à assurer les entreprises françaises des efforts entrepris pour soutenir leurs activités dans cette conjoncture économique difficile.

*

*

*

I - La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont instauré une conjoncture économique pouvant nuire à la croissance et à l'attractivité des entreprises françaises

1. La crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont conduit à une augmentation des coûts de production et à un ralentissement de la croissance des entreprises françaises :

- Et la pandémie et la guerre en Ukraine ont provoqué des ruptures de chaîne d'approvisionnement et des hausse des prix de transport, notamment des matières premières.

- Ces perturbations ont provoqué une hausse des prix de l'énergie qui contribue à augmenter les coûts de production des entreprises françaises. Selon une enquête de la chambre du commerce et de l'industrie d'Île de France, 41 % des entreprises interrogées déclarent que cette hausse a un impact "très important" sur leurs activités. (Le Monde, 3 mars 2023).

- Lorsqu'elles font le choix de réduire leurs dépenses énergétiques ces entreprises diminuent leur taux de rentabilité et risquent parfois la liquidation. En raison de l'augmentation des

N°

1/3

coûts de production, le nombre de liquidations a fortement augmenté. L'INSEE fait état d'une augmentation de 120 % des liquidations des petites entreprises en 2022 (INSEE, 2023).

2. L'augmentation des coûts de production pour les entreprises contribue à alimenter l'inflation :

- L'augmentation des prix de production conduit les entreprises à augmenter les prix de vente pour maintenir leurs marges. 39 % des chefs d'entreprises interrogés estiment qu'ils vont relever leurs prix en 2023. (Le Monde, 3 mars 2023).

- cette augmentation alimente l'inflation. Selon Rexecode, les entreprises ont contribué à augmenter l'inflation qui devrait atteindre les 4 % en fin d'année (Rexecode, 2023) et les 6.2 % en février 2023 (INSEE, février 2023).

- l'inflation fait craindre aux entreprises un ralentissement de leur croissance. De nombreuses PME s'inquiètent que la hausse des prix ne conduise à une diminution de la demande.

3. En dépit de la résistance de la croissance, ces conséquences devraient se répercuter durablement sur les entreprises françaises :

- Si la croissance française a progressé de 0,2 % au premier trimestre 2023 (INSEE, Avril 2023), l'activité économique française risque d'être pénalisée par la hausse des taux d'intérêts dans les mois à venir.

- la hausse de l'inflation a mécaniquement entraîné un resserrement de la politique monétaire et une hausse des taux d'intérêts directeurs par les banques centrales.

- la hausse des taux directeurs risque de diminuer l'investissement des ménages dans l'économie française.

Face à la hausse de l'inflation, les français diminuent leurs dépenses. Les achats de produits alimentaires ont diminué de 1.2% en février et 2.4% en mars 2023 (Le Monde, 28 avril 2023).

4. Primes d'investissements, l'attractivité et la croissance des entreprises françaises sont menacées :

- En plus de la diminution des investissements français, le cadre législatif français limite les investissements étrangers en France (IEF).

- Si la hausse des taux directeurs ne fournit pas de bonnes conditions aux investisseurs français, le cadre législatif limite les investissements étrangers dans certains secteurs. En 2022, plus de la moitié des projets d'investissements étrangers en France n'ont pas abouti (Le Figaro, 9 avril 2023).

- Le manque d'investissement pourrait nuire à la capacité d'innovation des entreprises françaises et porter atteinte à leur attractivité tandis qu'elles demeurent les plus attractives en Europe (EY, mai 2022).

*

*

*

II. Pour affronter cette conjoncture économique difficile, l'État s'engage à soutenir la croissance des activités des entreprises françaises en menant une politique fiscale et d'innovation ambitieuse

1. Pour maintenir l'attractivité de capitaux étrangers en France, l'État met en œuvre une politique de soutien à l'innovation ambitieuse :

- En soutenant directement et indirectement la recherche et l'innovation de l'écosystème français. BPI France contribue au dynamisme de la French Tech et vise l'éclosion de 100 licornes françaises d'ici à 2030. (BPI France).

N°

4/2

Intitulé de l'épreuve :

Gestion des entreprises

Nombre de copies :

2/2

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

- la maintien des hauts niveau de financements directs et indirects pourrait contribuer à amplifier la dynamique d'investissements français et compenser les pertes des IEF dans les domaines dits "sensibles".

- Les effets de compétitivité fiscale contribuent également à maintenir le niveau d'attractivité de la France. Le crédit impôt recherche et développement (CIR) constitue une mesure importante pour attirer des investissements à l'innovation dans les entreprises françaises.

4. Pour soutenir les entreprises françaises face à l'augmentation du prix de l'énergie, l'État offre une garantie aux consommateurs industriels :

- Depuis novembre 2022, le Gouvernement a avancé la mise en œuvre d'un fonds garantissant les contrats d'approvisionnement de long terme pour des industriels, lorsque'ils concernent des approvisionnements en énergies décarbonnées et/ou renouvelable.

- Tout en contribuant à atteindre l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050, cette mesure contribue à maintenir la stabilité des coûts d'approvisionnement pour les industriels.

- Cette mesure limite les coûts de production des industriels ainsi moins sujet à la fluctuation des cours des matières premières tout en les incitant à se décarbonner.

N°

5/12

3. Pour éviter aux entreprises d'être confrontées au dilemme « salaires - emplois », l'État allège les difficultés de recrutements dans les domaines les plus technologiques et internationaux.

- Tout en soutenant l'attractivité de l'économie française, la loi du 21 février 2022 (2022-217) autorise désormais les apprenants étrangers à effectuer une partie de leur formation pratique ou théorique dans un pays frontalier de la France ;

- La politique du Gouvernement en matière d'emploi continue de porter ses fruits. Selon Bruno Le Maire, ministre de l'économie, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 1,2 % au 1^{er} semestre 2023. (Le monde, 28 avril 2023).

4. Enfin, le soutien à la croissance des entreprises françaises se traduit également par des mesures de financement des PME dans le domaine des technologies propres

- Le gouvernement soutient la réindustrialisation de la France dans les domaines respectueux de la transition écologique en investissant massivement dans les technologies propres et nécessaires à sa réalisation.

- Le projet de loi relatif à l'industrie verte du 16 mai 2023 prévoit notamment de favoriser les investissements pour l'innovation dans le secteur de l'énergie en France.

- Le projet prévoit notamment :

o de lever les principaux freins au développement de nouvelles technologies ;

o de créer des opportunités pour faire émerger de nouveaux marchés.

*

*

*

Proposition d'éléments de langage :

1. Dans un premier Temps vous pourriez féliciter les entreprises françaises d'avoir réussi à maintenir leur compétitivité en Europe en dépit de la conjoncture économique :

- l'inflation devrait atteindre les 4% d'ici la fin de l'année 2023 ;

- la guerre en Ukraine a provoqué une augmentation du prix de l'énergie qui augmente les coûts de production des entreprises ;

- Les entreprises françaises étaient en 2021, pour la 3^{ème} année consécutive, les champions de l'attractivité en Europe devant les entreprises Allemandes & Britanniques.

2. Dans un deuxième Temps, vous pourriez les assurer de la compréhension par l'État des problèmes auxquelles elles sont confrontées :

- de fortes diminutions de leur croissance provoquées par l'inflation et la hausse des coûts de production ;

- des situations périlleuses pour certaines, dont l'activité est menacée par la hausse des prix de l'énergie ;

- des dilemmes "salaires-emploi" - Les entreprises confrontées à des diminutions de leurs profits et des augmentations de leurs coûts de production sont parfois contraintes de choisir entre diminuer les salaires et licencier des employés.

3. Dans un troisième et dernier Temps, leur présenter les mesures mises en œuvre par l'État pour les soutenir face à cette conjoncture économique délicate :

• la France soutient les entreprises françaises face à l'augmentation des prix de l'énergie grâce à la création d'un fonds de garantie des contrats d'approvisionnement à long terme pour les industriels;

• la politique budgétaire et fiscale ambitieuse dans le domaine de l'innovation dans le secteur des technologies et des innovations nécessaires à la transition écologique dont le projet de loi du 16 février 2023 est la concrétisation.